tions d'usine défendues par la loi. Mais ici aussi il fallut être prudent et s'efforcer de ne pas élargir le mouvement à d'autres industries par l'emploi trop rapide d'une trop grande brutalité.

Ce fut alors le coup de sonde des usines de produits chimiques Goodrich. Les ouvriers avaient occupé l'usine depuis quelques jours et les bonzes syndicaux ne parvenaient pas à faire évacuer du fait de l'attitude radicale du patronat. Chautemps se décida à agir et Dormoy envoya ses gardes mobiles. La sensibilité des travailleurs parisiens se montra admirable : en un rien de temps toute la banlieue fut en ébullition, d'autres usines se solidarisèrent, y compris quelques usines nationalisées travaillant pour la défense nationale. Devant la menace d'une grève générale il fallut reculer : « symboliquement » on retira les forces armées. Les ouvriers durent reprendre le travail dans les autres usines et la garde mobile de la C.G.T. c'est-à-dire les bonzes, entrerent en action. De même que le prolétariat parisien avait fait de l'occupation de Goodrich une question générale de même Chautemps en fit une question d'Etat « Le chef du gouvernement n'aurait pas hésité, nous dit-on, à faire de ce conflit une affaire d'Etat en nous mettant devant le dilemme suivant : évacuation de l'usine ou démission du gouvernement » (Union des Syndicats 27-12637). Centristes et socialistes tombèrent vite d'accord : on pouvait reprendre l'idée lancée par Jouhaux lors des grèves du Nord en 1936 la « neutralisation » des usines. Pour faire évacuer l'usine Goodrich on procéda ainsi : la direction de l'usine acceptait la « neutralisation » comme trêve de Noël, mais la Chambre Patronale n'approuvait ni ne désapprouvait formellement ce compromis. Les bonzes vinrent donc devant les ouvriers avec la vieille chanson : puisque la Chambre Patronale n'est pas d'accord avec la « neutralisation » proposée pour quelques jours par la direction, c'est que la « neutralisation » est une revendication ouvrière. L'« Humanité » et le « Populaire » signalent que ces pitreries n'eurent pour elle que « la plus grande partie des ouvriers (!) » et l'on sait ce que cela veut dire pour ces gens...

Après cette évacuation pacifique où les ouvriers furent roulés avec des promesses d'arbitrage, la police entra en action dans l'Alimentation et les Transports. On allait « neutraliser » par la force et les camions militaires commencèrent à circuler avec leurs briseurs de grève en uniforme. On espérait sans doute récolter les fruits de la propagande chauvine des centristes acclamant l'armée française et par là empêcher les ouvriers de se défendre.

La tactique du patronat était simple : s'appuyer sur le gouvernement pour faire respecter l'ordre et la propriété ; entretemps traîner l'arbitrage en longueur pour arriver à employer les briseurs de grève et briser les reins aux ouvriers. La C.G.T. marchait dans la combine en isolant soigneusement ces mouvements et en permettant la répression policière. Le tout pour elle était de faire respecter la loi par les patrons et les infractions des ouvriers à « la légalité » étaient expliquées par la faute des patrons eux-mêmes.

Mais l'attaque capitaliste suivait son cours. C'était le Conseil Municipal de Paris qui jugeait le moment favorable pour rogner l'indemnité des agents des Services Publics de 100 à 50 francs. Immédiatement, les syndicats étaient obligés, malgré les pourparlers engagés par eux avec le gouvernement, de déclencher la grève générale des Services Publics. C'est que les brutalités de la police dans les grèves du Transport, l'arrogance patronale, la situation générale de mécontentement nécessitait de prendre les devants, soit d'empêcher des mouvements spontanés devant la provocation du Conseil Municipal augmentant au même moment les crédits pour la police.

On sait que devant ce mouvement paralysant la région parisienne, et pouvant facilement déclencher une grève générale dans toutes les industries, la position de Chautemps et de ses complices socialistes fut nette : « l'ordre sera maintenu à tout prix ». La délégation des Services Publics qui se rendit pour négocier (comme c'est devenu l'habitude) fut brutalement éconduite : d'abord reprendre le travail et discuter ensuite.

Placés devant l'attitude énergique du gouvernement pouvant compter sur la passivité des autres secteurs ouvriers tenus en bride par les syndicats, les ouvriers des Services Publics qui avaient tenté de se solidariser avec l'Alimentation et les Transports privés, durent s'incliner et rentrer immédiatement. Le bilan était le suivant : les ministres socialistes avaient promis aux grévistes que le gouvernement interviendrait pour leur faire obtenir 100 francs et si cela n'aboutissait pas, les socialistes se seraient retirés du gouvernement. Chautemps déclarait, quant à lui, qu'il n'avait rien promis et qu'on verrait après la rentrée des ouvriers au travail. Cette « grande victoire »

(Voir fin page 4 couverture.)

Un grand renegat à la queue de paon : LEON TROTSKY

La « Lutte Ouvrière » n° 43 du 23 octobre 1937, publie un article qui porte la signature L. Trotsky et qu'elle qualifie de « vigoureuse mise au point ». De « vigoureux » il n'y a que des adjectifs, des mots d'esprit dignes d'un journal humoristique.

La signature de l'article est de L. Trotsky. Cette précision est indispensable car autrement l'on aurait pu croire que l'auteur en était un centriste : Staline ou l'un ou l'autre de ses laquais. La conclusion de l'article nous permet de nous rendre immédiatement compte de quoi il s'agit. Celui-là tel s'agit de « militants ultra-gauchistes », voir la présentation de l'article de la part de la « Lutte Ouvrière » N. D. R.) doit être impitoyablement rejeté de l'avant-garde révolutionnaire comme le pire ennemi de l'intérieur. C'est précisément le cas d'Eeftel et de ses semblables. « Les événements de Chine, d'Espagne et de Russie, nous permettent de bien comprendre ce que parler veut dire : il ne manque à Tretsky et à ses acolytes que le sceptre du G.P.Ou pour châtier « le pire ennemi de l'intérieur ».

La méthode chère à Staline est également employée. Trotsky confond volontairement des organisations et des courants qui sont en lutte très âpre entre eux. De plus, il ne les désigne pas par leur nom d'organisation, mais d'après les éléments qu'il considère, à tort ou à raison, comme leurs dirigeants. Ainsi, au lieu de Revolutionnary Workers League il dira « oehleristes », au lieu de « Grupo de Trabajadores Marxistas », il dira « eeffelistes ». Entre les uns et les autres il existe des divergences profondes sur la question espagnole, tout autant qu'entre la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique et la Fraction Belge de la Gauche Communiste, mais, pour les besoins de la cause, il faut les mettre dans le même sac et les appeler tous ensemble « imbéciles », « imbéciles complets », etc.

Notre fraction n'est pas mise directement en cause, car on ne parle pas de nous, mais les idées qui sont combattues par Trotsky sont pleinement défendues par notre organisation et c'est pourquoi nous estimons de notre devoir d'intervenir brièvement dans la polémique.

De quoi s'agit-il donc ? Le n° 37 de la « Lutte Ouvrière », publie une déclaration de Trotsky où celui-ci, après avoir dit que « s'il y a une **guerre juste**, c'est la guerre du peuple chinois contre ses conquérants », affirme que « toutes les organisations ouvrières, toutes les forces progressives de la Chine, sans rien céder de leur programme et de leur indépendance politique, feront jusqu'au bout leur devoir dans cette guerre de libération, indépendamment de leur attitude vis-à-vis du gouvernement Tchang-Kai-Shek ». Il conclut avec une prévision qui a été naturellement pleinement confirmée par les événements : « La défaite du militarisme japonais est inévitable, et c'est l'affaire d'un avenir pas trop éloigné ». Nous avons déjà vu que la « Lutte Ouvrière » parlait, trois semaines auparavant, de « fraternisation des soldats japonais et chinois »... Quant à la prévision, nous n'attachons pas une importance excessive au démenti que les récents événements semblent lui donner, et si nous l'avons reportée, c'est uniquement pour mettre en évidence que, d'après Tretsky, le déclenchement des luttes de classe au Japon n'est pas le résultat de la reprise de la lutte des classes en Chine, mais bien le contre-coup des revers militaires. Ce n'est pas autrement que les socialistes de 1914 engageaient les ouvriers à partir en guerre : la défaite militaire de la France aurait permis l'extension des puissantes organisations du prolétariat allemand, et vice versa, la victoire de la France aurait secoué l'oppression des junkers en Allemagne et par cela même propulsé un mouvement vers le socialisme.

« Nous n'avons jamais vu et nous ne mettons jamais sur le même plan toutes les guerres », dit Trotsky. Et ici la vieille rengaine : Marx était pour les luttes de l'indépendance de l'Irlande et de la Pologne. « Lénine a écrit des centaines de pages pour démontrer la nécessité capitale de distinguer entre les nations coloniales et semi-coloniales qui forment la grande majorité de l'humanité ». La conclusion en découlerait avec une force inébranlable. « Le Japon et la Chine ne se trouvent pas sur le même plan historique », « Le patriotisme chinois est légitime et progressif ».

Autrefois, Tretsky s'était insurgé contre « la méthode des analogies littéraires, formelles et non selon le matérialisme historique ». Mais à cette époque-là, il luttait contre Boukharine et Staline qui avaient prêché le « front unique national » avec la bourgeoisie chinoise. Mais actuellement que sa position rejoint celle de Staline en Chine et qu'il est d'accord pour rejeter « impitoyablement les pires ennemis de l'intérieur », il a besoin lui aussi de ces analogies formelles, tout comme les social-démo-